

Etablissement public de l'État à caractère administratif  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du  
3 janvier 2025 (JO du 4 janvier 2025)

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### **Marché relatif aux prestations d'hébergement du séminaire de l'inventaire forestier**

**GBM n°26040**

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du  
Code de la commande publique.

**Date limite de remise des plis :**  
**Le lundi 6 juillet 2026 à 12h00 (heure de Paris)**

**Service responsable de la passation du marché :**  
Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent RC comporte 9 feuillets numérotés de 1 à 9.

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>MODALITE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>VARIANTES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>REMISE DU PLI .....</b>	<b>3</b>
6.1	CONTENU DU PLI .....	4
6.1.1	<i>Dossier de candidature.....</i>	4
6.1.2	<i>Dossier d'offre .....</i>	5
6.1.3	<i>Conditions de remise du pli .....</i>	5
6.1.4	<i>Conditions spécifiques à cette consultation : .....</i>	6
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>OUVERTURE DU PLI – JUGEMENT DE LA PROPOSITION.....</b>	<b>6</b>
8.1	EXAMEN DE LA CANDIDATURE .....	6
8.2	EXAMEN DE L'OFFRE ET DEROULEMENT DE LA NEGOCIATION.....	7
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>INFORMATION REJET DE LA CANDIDATURE OU DE L'OFFRE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'hébergement du séminaire de l'inventaire forestier, du lundi 2 novembre 2026 à 15h00 au jeudi 5 novembre 2026 à 14h00 (semaine 45) et de la réunion de préparation du séminaire du lundi 21 septembre 2026 à 15h00 au jeudi 24 septembre 2026 à 10h00 (semaine 39).

## ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'une consultation passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti. Les prestations attendues constituent un ensemble fonctionnel indissociable, nécessitant la mise à disposition d'un lieu unique ou coordonné permettant l'hébergement, la restauration et les réunions des participants. Une dévolution en lots séparés ferait peser sur l'acheteur des contraintes de coordination importantes et risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

La notification du marché vaut commande des prestations.

A titre indicatif et non contractuel, le marché relatif au séminaire 2025 était d'environ 35 000 € HT.

Dans le cadre du présent marché, un prix plafond de 400 € HT est fixé pour les personnes présentes sur l'ensemble des quatre jours, du lundi 15h00 au jeudi 14h00.

## ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification et s'achève à l'admission des prestations.

Une réunion de préparation sera organisée sur le lieu de la prestation environ un mois avant la prestation.

## ARTICLE 4 - MODALITE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Le paiement des sommes dues en exécution des prestations s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif dans un délai global maximum de 30 jours.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

## ARTICLE 5 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

## ARTICLE 6 - REMISE DU PLI

Afin de faciliter la lecture et l'appréciation des documents, il est demandé aux candidats de présenter séparément les éléments de la candidature et les éléments de l'offre comme indiqué ci-dessous.

La proposition des candidats sera rédigée en langue française (loi n° 94-665 du 4 août 1994) ou accompagnée d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 6.1 CONTENU DU PLI

### 6.1.1 DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comporte les documents suivants :

- Une **lettre de candidature (formulaire DC1)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)) ;
- Le ou les documents relatif(s) au pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise (signature des documents) ;
- Un extrait KBIS ou équivalent ;
- Une **déclaration du candidat (formulaire DC2)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)).

Le candidat renseignera obligatoirement les cadres :

C – Identification du candidat ;

F1 – Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles ;

G – Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat :

- Effectifs moyens annuels du candidat et importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Moyens techniques (outillage, matériel) ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (montant, date et destinataire public ou privé) ;
- En cas de co-traitance (Groupement conjoint ou solidaire) : chaque membre doit fournir l'ensemble des documents précités exception faite de la lettre de candidature.

**Le candidat doit renseigner les rubriques C1, E1 et F1 du DC1 et produire les renseignements exigés à la rubrique G1 du DC2. Le cas échéant, il renseigne les rubriques E3, F4, G2 et H du DC2.**

Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié.

L'IGN autorise la candidature au moyen du DUME (document unique de marché européen). Dans ce cas, le DUME se substitue à l'ensemble DC1 + DC2.

#### **N.B. :**

En cochant la case de la rubrique F1 du DC1, le candidat individuel ou chaque membre du groupement atteste sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Le candidat au présent marché peut se présenter seul ou en groupement d'opérateurs économiques sous forme conjointe ou solidaire. Un groupement d'opérateurs économiques est un regroupement d'entreprises qui mettent en commun leurs moyens (économiques, financiers, professionnels, techniques) pour la passation et l'exécution du marché.

En cas de candidature groupée, il n'est demandé qu'un seul DC1 et un DC2 par membre du groupement.

Chaque membre (mandataire compris) d'un groupement conjoint renseigne la rubrique E du DC1 et fournit un formulaire DC2 renseigné (il est demandé d'utiliser les modèles de DC1 et DC2 fournis dans le DCE).

Le mandataire du groupement renseigne également toutes les rubriques du DC1 qu'il juge utile.

En cas de candidature sous forme de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Pour renforcer la capacité du candidat au stade de sa candidature, le candidat individuel ou tout membre d'un groupement peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques (sous-traitant, filiale, etc.).

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en renseignant la rubrique H de son DC2 et en produisant pour chacun d'entre eux les renseignements demandés à la rubrique G1 du même DC2.

Il est précisé que chaque sous-traitant présenté par le candidat lors du dépôt de son pli doit faire l'objet d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance fourni dans le DCE ou disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ce DC4, à remettre dans le dossier d'offre précisé à l'article 4.1.2, constitue alors une annexe à l'acte d'engagement du soumissionnaire.

L'IGN n'impose pas la signature du DC4 par le soumissionnaire et le sous-traitant au stade du dépôt de l'offre. Si le document n'est pas signé, l'IGN ne demandera qu'au soumissionnaire retenu et à son sous-traitant de le signer (signature manuscrite ou électronique) lors de l'attribution du marché public.

L'IGN est libre de refuser un sous-traitant, s'il motive sa décision.

Si l'IGN ne s'y est pas expressément opposé, la notification du marché public vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement prévues.

**Le candidat est invité à remplacer la présentation générale de société fournie au titre de la candidature (plaquettes, brochures...) par la fourniture de liens permettant d'accéder à ces documents sur un site internet en libre accès, ceci par souci du pouvoir adjudicateur de réduire le volume des dossiers.**

#### 6.1.2 DOSSIER D'OFFRE

Le dossier d'offre doit contenir les documents suivants :

- Un **acte d'engagement\*** (formulaire ATTR11) accompagné de son annexe, complétés et datés par la personne habilitée à engager le soumissionnaire ;
- Un **mémoire technique** (comprenant un volet environnemental) reprenant les éléments de l'article n°7 du CCP relatif au développement durable), renseigné et daté par la personne habilitée à engager le soumissionnaire ;
- Un relevé d'identité bancaire (R.I.B) ou un relevé d'identité postale (R.I.P).

*\*L'IGN n'impose pas la signature des documents précités au moment du dépôt du pli. Si ces documents ne sont pas signés, l'IGN demandera au seul soumissionnaire retenu de les signer (signature manuscrite ou électronique) lors de l'attribution du marché.*

La personne signataire devra avoir la capacité juridique d'engager la société qu'elle représente (si le signataire n'est pas un représentant légal de la société, un document attestant que la personne signataire a le pouvoir d'engager la société devra être fourni sur demande de l'IGN).

Tout élément d'offre technique ou financière incomplet ou insuffisamment renseigné pourra entraîner le rejet de l'offre, sous réserve des possibilités de régularisation et/ou de négociation prévues par le Code de la commande publique. La régularisation ou la négociation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles du besoin ni les exigences minimales du marché.

La signature de l'acte d'engagement par le candidat emporte acceptation du cahier des clauses particulières n° GBM 26040 du 26 mai 2026.

#### 6.1.3 CONDITIONS DE REMISE DU PLI

Les plis doivent être déposés par voie électronique. Ils ne peuvent en aucun cas être transmis par télécopie ni par messagerie électronique.

Les offres doivent être remises avant le : **lundi 6 juillet 2026 à 12h00** (heure de Paris).

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ne seront pas retenus. Les remises de plis par voie électronique se font sur la plate-forme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les modalités d'utilisation de cette plateforme sont détaillées sur le document « PLACE - Guide Utilisateur Général - Opérateurs » téléchargeable à cette adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>.

#### 6.1.4 CONDITIONS SPECIFIQUES A CETTE CONSULTATION :

Les formats acceptés sont **Acrobat (.pdf), RTF (.rtf), Microsoft Word (.doc)** sans macro, **Microsoft Excel (.xls)** sans macro, suite **Libre Office**, **images GIF ou JPEG**, **documents Shape** (shp, .shx, .dbf et .prj) et **fichiers compressés ZIP** ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli pourra entraîner le rejet de l'offre en cas d'impossibilité de lecture des documents.

L'intégralité du pli devra être téléchargée **avant** la date et l'heure limite ci-dessus. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé. Une **copie de sauvegarde** pourra être envoyée, dans les mêmes délais, à l'adresse indiquée ci-dessous, sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB).

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde » / « **Marché relatif aux prestations  
d'hébergement du séminaire de l'inventaire forestier** » / « *Nom du  
candidat* »

Dans le cas où le candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

Le pli (copies de sauvegarde) peut être envoyé par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception (lettre recommandée avec avis de réception postal, service de messagerie express) ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

**Institut National de l'Information Géographique et Forestière**  
Service Achats et Marchés / Département des marchés  
Bât. A – Pièce 178  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé cedex

Les réceptions sont assurées du lundi au jeudi de 9 heures à 17 heures, le vendredi de 9 heures à 16 heures. Les plis devront parvenir à destination à l'adresse indiquée avant les dates et heures limites pour la remise des offres indiquées ci-dessus.

#### ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le délai de validité de l'offre est de **trois mois** à compter de la date limite fixée pour la réception de l'offre.

#### ARTICLE 8 - OUVERTURE DU PLI – JUGEMENT DE LA PROPOSITION

##### 8.1 EXAMEN DE LA CANDIDATURE

En application de l'article R.2144-1 et suivants du code de la commande publique, la candidature sera appréciée en fonction des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la procédure sont absentes ou incomplètes peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature dans un délai approprié.

Conformément à l'article R2144-2 du code précité, le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Si le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

## 8.2 EXAMEN DE L'OFFRE ET DEROULEMENT DE LA NEGOCIATION

Les offres des soumissionnaires seront considérées comme recevables à condition de n'être ni irrégulières ni inacceptables ni inappropriées. Toutefois, pour ce qui est des offres irrégulières, l'IGN pourra, s'il le souhaite, demander aux soumissionnaires concernés de régulariser les éléments régularisables de leur offre.

Les offres recevables seront ensuite examinées et jugées au regard des éléments de réponse figurant dans l'offre technique et financière des soumissionnaires, en fonction des critères d'évaluation, notés sur 100 points de la manière suivante :

Critère	Barème (critère)	Sous-critère	Barème
Prix	40	/	40
Valeur technique	50	Localisation et facilité d'accès	8
		Type de structure, environnement et services associés	9
		Locaux de réunion	9
		Suivi du groupe et coordination	8
		Hébergement	8
		Restauration	8
Performance environnementale	10	Restauration responsable et anti-gaspillage	3
		Déchets, plastiques et emballages	3
		Mobilité/accessibilité du site	2
		Sobriété eau/énergie et produits utilisés	2
TOTAL	100		100

L'IGN se réserve la possibilité de négocier avec les candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres (au minimum trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

Le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le soumissionnaire retenu auquel il est envisagé d'attribuer le marché dispose d'un délai de cinq jours calendaires à compter de la demande de l'IGN pour fournir les documents justificatifs qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Les documents justificatifs à produire obligatoirement par l'attributaire pressenti sont les suivants :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les six (6) mois jusqu'à la fin du marché.) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;
- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'IGN) ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Si l'attributaire pressenti est un opérateur économique non établi en France, il fournira des attestations équivalentes en vigueur dans l'Etat où il est établi.

N.B. : si l'attributaire pressenti a présenté des sous-traitants, celui-ci devra également produire, pour chaque sous-traitant et pour les contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, les documents énumérés ci-dessus ou des attestations équivalentes si le sous-traitant n'est pas établi en France.

A défaut de production de ces pièces ou en cas de dépassement du délai imparti pour leur production, l'offre du soumissionnaire concerné sera rejetée.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après celle du soumissionnaire éliminé est sollicité pour produire les documents exigés.

## ARTICLE 9 - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DU MARCHE

Si le soumissionnaire retenu produit dans le délai imparti les documents mentionnés à l'article précédent, la candidature de celui-ci sera considérée comme étant pleinement recevable.

Le soumissionnaire retenu peut devenir alors attributaire du marché.

L'attributaire du marché en devient le titulaire à réception d'une copie du marché signé des parties.

La date de notification du marché est celle de la réception de la copie.

Il sera également demandé à l'entreprise attributaire ou aux membres du groupement attributaire (et, le cas échéant, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct) de fournir un relevé d'identité bancaire si ce document n'a pas déjà été fourni.

## ARTICLE 10 - INFORMATION REJET DE LA CANDIDATURE OU DE L'OFFRE

Le candidat éliminé sera avisé par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Conformément à l'article R2181-1 du code précité, le candidat sera informé du motif de rejet de sa candidature



ou de son offre. Les motifs d'élimination détaillés ne seront en aucun cas donnés par téléphone mais par courrier recommandé après demande écrite de la société candidate.

#### ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignement complémentaire que le candidat jugerait utile à l'élaboration de sa réponse doit être transmise électroniquement de préférence via la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou, à défaut, à l'adresse [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr) à l'attention de Jean-Philippe Sénac.